



HAL
open science

L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire. Les Études du CERI, 2010, 170-171, pp.4-7. hal-01024144

HAL Id: hal-01024144

<https://sciencespo.hal.science/hal-01024144>

Submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire

Olivier Dabène

Selon un schéma maintes fois éprouvé en deux cents ans d'histoire indépendante, les pays d'Amérique latine entretiennent des relations de voisinage souvent tendues, qui ne débouchent au demeurant que très rarement sur des guerres, tout en échafaudant des plans d'union politique et économique. Cette « paix violente¹ » s'est donnée à voir en 2010 de façon emblématique.

Alors que la capacité de l'Amérique latine à résister à la crise économique et à renouer rapidement avec la croissance faisait l'objet d'éloges, un climat de détente s'est installé, troublé un temps par un nouvel épisode de crise entre le Venezuela et la Colombie. Et, tandis que le continent oubliait de célébrer le centième anniversaire de l'Union panaméricaine (les bicentenaires font bien mieux vibrer la corde patriotique), le régionalisme s'est intensifié et diversifié.

L'année 2010 débute sous les meilleurs auspices.

L'élection du dirigeant de droite Sebastián Piñera à la présidence du Chili n'a pas entraîné la consolidation d'un axe conservateur en Amérique du Sud susceptible d'aggraver sa polarisation politique. Inexpérimenté en matière de politique étrangère, Piñera a même fait des premiers pas diplomatiques réussis dans la région, nouant de très bonnes relations de travail avec la Bolivie, l'Équateur, l'Argentine et le Brésil.

L'approfondissement du dialogue avec la Bolivie est particulièrement prometteur². Le 12 juillet, la première réunion de la Commission bilatérale de la présidence de Piñera s'est tenue à La Paz dans un excellent climat, Evo Morales soulignant que « le grand avantage que nous avons aujourd'hui est qu'il y a une relation de confiance entre les deux présidents, les deux gouvernements, et les deux armées ». Lors du sommet du Mercosur, le 3 août, Morales et Piñera ont eu un échange chaleureux. Piñera s'est engagé à trouver une solution au problème d'accès à la mer de la Bolivie, offrant de mettre à la disposition du pays andin le port d'Iquique. Le ministre des Affaires étrangères péruvien, José Antonio García Belaúnde, a ajouté que son pays ne fera pas obstacle à la recherche d'une solution.

¹ Voir D. Mares, *Violence Peace. Militarized Interstate Bargaining in Latin America*, NY, Columbia University Press, 2001. Cet auteur a recensé cent vingt-sept cas de « disputes interétatiques militarisées » (conflits avec menace d'usage ou usage modéré de la force militaire) pour seulement trois guerres (conflits provoquant la mort de plus de mille personnes) entre 1884 et 1993 en Amérique du Sud.

² Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues en 1978. Le dialogue a été renoué par Michelle Bachelet et Evo Morales, qui ont arrêté en juin 2006 un agenda de discussion en treize points (confiance mutuelle ; intégration frontalière ; libre circulation ; intégration physique ; libre-échange ; thème maritime ; ressources hydriques ; lutte contre la pauvreté ; sécurité et défense ; narcotrafic ; éducation ; science et technologie ; culture). L'accès souverain à la mer, que la Bolivie a perdu lors de la guerre du Pacifique de 1879-1884, ne figure pas parmi ces points, Michelle Bachelet n'ayant souhaité discuter que dans le cadre des traités existants. La Bolivie et le Chili ont signé un traité de paix et d'amitié en 1904, mais, en 1929, le Chili et le Pérou ont conclu un accord stipulant que le Chili ne pouvait céder des territoires qui appartenaient au Pérou avant la guerre du Pacifique, ce qui est le cas de la zone du port d'Arica, où un couloir pourrait être offert à la Bolivie.

A cela s'ajoutent d'autres signes encourageants : la réouverture de la ligne de chemin de fer Arica-La Paz³ prévue pour 2012, la lutte conjointe contre le narcotrafic, la poursuite du déminage des zones frontalières ou encore l'accord de réduction des délais de passage à la frontière Chungará-Tambo Quemado.

Demeure évidemment la délicate question de la souveraineté bolivienne sur un accès à la mer, dont le Chili ne veut pas entendre parler. La dynamique de rapprochement actuelle laisse toutefois penser que les deux pays pourront établir une relation de confiance mutuelle solide et durable leur permettant de trouver une solution technique qui ne soit pas interprétée comme un abandon ou comme un gain de souveraineté par leurs opinions publiques respectives.

L'élection de Juan Manuel Santos en Colombie n'a pas non plus suscité de remous internationaux. Certes, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) déplorent la « victoire illégitime du continuisme, répudié par l'abstention citoyenne » et avertissent que le pays « entre dans une phase de radicalisation de la lutte politique », mais elles ne sont plus guère écoutées. Hugo Chávez, qui a tenté d'influer sur l'issue du scrutin en brandissant la menace d'une guerre en cas de victoire de l'ancien ministre de la Défense colombien du président Uribe, se déclare attentif au « type de relations possibles dans la sincérité et le respect du gouvernement élu ». Dans son premier discours après sa victoire, Santos en appelle à la « concorde » et à la « coopération » avec le Venezuela.

La fin de mandat d'Alvaro Uribe est en revanche marquée par des règlements de comptes avec le Venezuela qui sont à l'origine d'une crise courte mais intense. Comme si le président colombien souhaitait une dernière fois soigner son image de partisan de la fermeté, il a fait présenter le 22 juillet à l'Organisation des Etats américains (OEA) une plainte contre la présence de mille cinq cents membres des Farc au Venezuela et demandé la création d'une Commission internationale de vérification. La réponse de Chávez ne s'est pas fait attendre : il a rompu les relations diplomatiques avec la Colombie et placé ses troupes en alerte maximale à la frontière.

Avant même l'entrée en fonction de Santos le 7 août, la réaction rapide de l'Union des nations sud-américaines (Unasur)⁴ permet d'éviter l'escalade et les relations diplomatiques sont rétablies dès le 10 août, à la suite d'une rencontre entre Chávez et Santos à Santa Marta. Chávez y affirme qu'il « n'appuie pas, ne permet pas, et ne permettra pas la présence de la guérilla, du terrorisme ou du narcotrafic en territoire vénézuélien ». Il demande par ailleurs aux Farc de relâcher leurs otages et de déposer les armes. Les deux pays se mettent alors d'accord pour créer cinq commissions afin de reconstruire la relation bilatérale sur de nouvelles bases⁵. L'ère des frères ennemis et de leurs fréquentes querelles⁶ semble, pour un temps, achevée. Mais la tâche est immense. Les exportations colombiennes vers le Venezuela ont chuté de 7 milliards à 1 milliard de dollars entre 2008 et 2010 et la Colombie estime à 274 millions de dollars le montant de la dette que le Venezuela doit honorer. Les 2 000 kilomètres de frontière entre les deux pays restent par ailleurs à sécuriser, car le trafic de drogue y prospère allègrement.

³ Afin de compenser la perte bolivienne d'accès à la mer, le traité de 1904 prévoyait la construction d'une ligne de chemin de fer afin de « resserrer les relations politiques et commerciales » entre les deux pays. La ligne a été inaugurée en 1913 et a fonctionné jusqu'en 2005.

⁴ Lire le texte sur l'Unasur dans ce volume.

⁵ Paiement de la dette vénézuélienne à la Colombie et relance des relations commerciales, accord de libre-échange, développement des investissements sociaux dans la zone frontalière, développement conjoint d'infrastructures, protection de la sécurité frontalière.

⁶ Le Venezuela a rompu ses relations diplomatiques avec la Colombie à quatre reprises en cinq ans : en janvier 2005 après l'arrestation du dirigeant des Farc Rodrigo Granda à Caracas, en mars 2008 après le bombardement en territoire équatorien d'un campement des Farc, en juillet 2009 après l'annonce d'un accord militaire Colombie-Etats-Unis, et en juillet 2010.

En fin d'année, la décision de Santos de ne pas soumettre à la ratification du Congrès colombien l'accord militaire signé avec les Etats-Unis contribue encore d'avantage au réchauffement des relations avec le Venezuela.

Toujours dans les Andes, la relation entre l'Equateur et la Colombie, d'un côté, et entre l'Equateur et le Pérou, de l'autre, s'améliorent de façon spectaculaire⁷. Correa assiste en août à la prise de fonction de Santos, et la justice équatorienne lève opportunément l'ordre de détention à l'encontre du président colombien⁸. Avec le Pérou, Santos signe un accord prévoyant l'ouverture d'ambassades communes.

Le climat de détente qui se fait jour en 2010 relève à la fois de l'épuisement de séquences courtes de montée en tension dont l'Amérique latine est coutumière, et d'un agenda électoral peu favorable aux surenchères guerrières. Hugo Chávez, en particulier, a compris que la rhétorique de la guerre avait de fortes chances de s'avérer contreproductive dans la perspective des élections législatives du 26 septembre, dans la mesure où les Vénézuéliens, surtout dans la capitale, Caracas, font face à une montée spectaculaire de la violence délinquante et de l'insécurité.

Cette détente a indiscutablement permis au régionalisme latino-américain de progresser en 2010. Outre les initiatives de l'Unasur, analysées dans ce volume, l'année a été marquée par plusieurs sommets importants, à différentes échelles.

Au niveau sous-régional, les sommets du Système d'intégration centraméricain (Sica, 20 juillet) et du Mercosur (3 août) ont donné lieu à des avancées notoires, qui restent toutefois à confirmer. Les Centraméricains ont décidé de relancer (une nouvelle fois) leur processus d'intégration et de réintégrer le Honduras, expulsé à la suite du coup d'Etat du 28 juin 2009. Les membres du Mercosur, de leur côté, ont approuvé le code douanier commun (en discussion depuis six ans) et se sont mis d'accord pour mettre un terme à la double taxation des importations dans la zone. Les pays pourront toutefois continuer à appliquer unilatéralement des taxes aux exportations des pays voisins (*retenciones*).

En marge du sommet, l'Argentine et l'Uruguay ont réglé un différend vieux de quatre ans au sujet d'une usine de pâte à papier installée en Uruguay et dont les écologistes argentins dénoncent le caractère potentiellement polluant⁹.

L'année 2010 a aussi confirmé une tendance au développement de projets en dehors du périmètre classique des accords d'intégration. La coopération entre l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie (Urupabol), portant essentiellement sur le dossier énergétique, en est une illustration.

Au niveau régional, l'année a été marquée par un premier sommet réunissant les trois grandes zones d'intégration : Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes. Les 21-24 février, le sommet du groupe de Rio à Cancún, rebaptisé sommet d'Amérique latine et des Caraïbes (CALC), s'est offert un agenda de discussions particulièrement riche, symbolisant la volonté du continent de travailler ensemble. De même, au niveau interrégional, le sommet Amérique latine et Caraïbes-Union européenne (ALC-UE) de Madrid (17-18 mai), qui avait inscrit l'innovation technologique pour le développement durable et l'inclusion

⁷ La Colombie et l'Equateur ont rompu leurs relations diplomatiques à la suite du bombardement par l'armée colombienne d'un camp des Farc en territoire équatorien le 1^{er} mars 2008. Quant au Pérou et à l'Equateur, ils ont été en guerre en 1995.

⁸ La justice équatorienne souhait pouvoir juger Santos pour son rôle de ministre de la Défense ayant planifié le bombardement du camp des Farc en territoire équatorien.

⁹ Le gouvernement argentin, pour sa part, accusait l'Uruguay de ne pas avoir respecté le statut du Río Uruguay de 1975, signé par les deux pays, prévoyant une notification préalable de tout projet concernant le fleuve. Sur ce point, la Cour internationale de La Haye a donné raison à l'Argentine dans son verdict du 20 avril 2010. Mais elle a aussi conclu que l'Uruguay n'avait pas manqué à ses obligations de fond.

sociale au centre de ses réflexions, a surtout retenu l'attention pour la série de mini-sommets qui se sont tenus à sa marge. Ainsi, l'Union européenne s'est notamment accordée avec le Mercosur pour relancer les négociations interrompues depuis 2004 et a conclu un accord d'association avec l'Amérique centrale.

Enfin, signe des temps, le sommet de l'Alba (Otavalo, Equateur, 24-25 juin), où a été signée une déclaration sur l'interculturalité et la plurinationalité, et le sommet international des mouvements sociaux (Paraguay, 12 août) n'ont guère suscité d'enthousiasme. La politisation du régionalisme semble avoir cédé la place à une approche pragmatique, centrée sur la production de biens publics régionaux (infrastructure, sécurité, stabilité financière).

Cette évolution semble du goût des Etats-Unis, qui ont été discrets en 2010 en Amérique latine. Hillary Clinton s'est pourtant rendue dans dix-sept pays d'Amérique latine au cours des dix-huit premiers mois de la présidence Obama, un record absolu. Les quatre piliers de la coopération nord-américaine en Amérique latine présentés par Obama au sommet des Amériques de 2009 – gouvernance démocratique, inclusion sociale, sécurité citoyenne et énergie renouvelable – donnent lieu à une diplomatie soft. L'heure est à la détente.